

## **Paroles de MEDEF**

### **La loi de la jungle, nouvelle condition humaine !**

**Quand Laurence Parisot, patronne des patrons, zozote les attendus philosophiques de son combat contre toutes les sécurités sociales, il en ressort des paroles dignes d'un zoologue qui n'aurait pas bien lu Darwin. Et encore, est-ce faire injure à la zoologie et même au règne animal dans son ensemble ! « Les mots sont comme une peau sur une eau profonde », nous a certes avertis Wittgenstein. Les paroles du MEDEF sont bien la surface d'une idéologie profonde qui fait l'apologie -depuis au moins une décennie- de la concurrence sans frein, de la lutte de chacun contre tous, de la bestialité contre l'humanité, idéologie antirépublicaine d'exploitation à laquelle adhère, comme jamais, l'actuel pouvoir politique !**

Prenant tout juste le relais du baron Ernest-Antoine Seillière de Laborde, héritier Wendel, à la présidence du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), Laurence Parisot n'a pas tardé à révéler le fond de son idéologie, dans une interview publiée dans *Le Figaro Economie* du 30 août 2005 : « La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi ? » Et quelques jours plus tard, sur France Inter, elle récidivait : « La précarité est une loi de la condition humaine... » On le sait, la formule est devenue un véritable symbole.

Cette profession de foi ultra-libérale est bien la marque de la communication de l'actuelle patronne des patrons. Le 7 février 2006, au premier jour du mouvement social anti-CPE, Laurence Parisot enfonçait crânement le clou devant une brochette de journalistes empressés, à grand renfort de formules bon chic et grand choc : « En un sens, mon libéralisme est en effet plus fort que celui du président Seillière précédent président du MEDEF » ; « Il faut remettre la France en mouvement et favoriser l'esprit d'entreprise, le travail, le pragmatisme » ; « Concertation ? C'est un mot valise qui ne veut rien dire » ; « Dialogue social ? Ça n'a pas de sens non plus » ; « Le libéralisme est méchamment caricaturé » ; Je veux vaincre cette peur bien française de l'économie de marché révélée lors du référendum sur la Constitution européenne »...

Autant de mots qui pèsent leur poids écrasant d'actes, car Laurence Parisot est la pire des expérimentatrices de cet ultra-libéralisme débridé, facteur de précarité sociale absolue. En tant que patronne de l'institut de sondage IFOP, elle n'a jamais cessé d'avoir massivement recours à la précarité comme système de gestion des ressources humaines : 90 % des effectifs de son entreprise sont en CDD reconductibles à l'envi, comme le prévoit le statut de sondeur, dérogeant au droit commun du travail.

Mais puisque nous sommes, plus que jamais, à l'ère du spectacle, en politique tout autant que sur les plateaux de la télé-réalité, Florence Parisot n'hésite pas à mobiliser un discours infantilisant pour vendre son projet de destruction finale de toutes les réglementations de solidarité sociale. Le 25 janvier dernier, quelque 6000 patrons réunis en assemblée générale du MEDEF ont eu droit à cette soupe *new age* : « Le rêve des chefs d'entreprise, c'est une France qui n'ait pas peur, une France qui rayonne, une France épanouie, dont l'idéal ne soit pas de se protéger derrière ses frontières érigées en murailles. Comment faire pour que le rêve devienne réalité ? La recette est simple : il faudrait que nous puissions respirer. Aujourd'hui, nous sommes dans un carcan. Les excès de la fiscalité, les excès du code du travail..., tout cela nous oppresse et empêche nos entreprises de grandir.

Respirer, c'est vivre, c'est naître, grandir, se développer : tout ce que l'entreprise rêve de faire... »

La lourde et permanente référence de la présidente du MEDEF à la dimension naturelle de la vie est le signe le plus clair de l'adhésion de sa caste à une sorte de darwinisme social érigeant la concurrence comme règle universelle des relations humaines et dénonçant la solidarité comme entrave à la production des richesses. En France, cette idéologie primaire a trouvé sa formulation la plus achevée dans le projet dit de « re-fondation sociale », lancé en décembre 1999 par le MEDEF et dont les résolutions sont, depuis, méthodiquement mises en œuvres : marginalisation des pouvoirs publics, privatisation des services publics, diminution de la fiscalité et suppression des charges sociales, remplacement des sécurités sociales (santé, retraite, chômage) par des assurances privées et fonds de pension, déréglementation du temps de travail, localisation de la négociation sociale à l'échelle de l'entreprise...

C'est un certain Denis Kessler, ex-vice-président du MEDEF, ex-président de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA), ancien militant de l'UNEF et de la Gauche prolétarienne (maoïste), qui fut alors le gourou de cette « re-fondation sociale » dont il résume ainsi, aujourd'hui encore, le véritable programme : « Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! A l'époque se forge un pacte politique entre les gaullistes et les communistes, qui se traduit par la création des caisses de Sécurité sociale, le statut de la fonction publique, l'importance du secteur public productif et la consécration des grandes entreprises françaises qui viennent d'être nationalisées, le conventionnement du marché du travail, la représentativité syndicale, les régimes complémentaires de retraite, etc. Cette architecture singulière (...) a même été renforcée en 1981, à contresens de l'histoire, par le programme commun. Pourtant, elle est à l'évidence complètement dépassée, inefficace, datée... » (« Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde », *Challenges*, 4 octobre 2007)

Passons sur le style furieux de ce délire, pour en relever cependant l'idéologie profonde : l'apologie du risque comme « valeur des valeurs » (François Ewald et Denis Kessler, « Les noces du risque et de la politique », *Le Débat*, n° 109, mars-avril 2000). Selon ce *credo*, il n'est de progrès possible que dans l'aventure individuelle libérée du carcan des protections collectives. La mise en danger social de chacun assure la performance de tous... On voit combien le discours de Laurence Parisot est toujours saturé par cette vision triviale du monde. Ainsi, la « re-fondation sociale », plus que jamais portée par le MEDEF et, désormais, par le gouvernement Fillon-Sarkozy, instaure, étape par étape, une société d'individus atomisés, animés par la seule lutte pour la vie, une société déconstruite où mutualité et solidarité ne sont plus présentées que comme obstacles archaïques à l'efficacité économique.

Kessler et son complice Ewald n'ont, en réalité, rien inventé. Ils n'ont fait que pousser à leur paroxysme, surtout à partir de 1997, les invariants du combat de l'organisation patronal contre la République sociale, mené depuis le XIX<sup>e</sup> siècle : anti-syndicalisme viscéral ; allergie à la régulation publique et à la tutelle de l'Etat ; opportunisme politique, y compris sous l'Occupation (compromission de la CGPF) ; rejet permanent des protections sociales et, notamment, de la part socialisée du salaire (charges patronales)... En cette fin des années quatre-vingt-dix, le MEDEF pillait la prose ultralibérale anglo-saxonne dont Denis Kessler était le propagandiste en chef. Margaret Thatcher, mais aussi Tony Blair, aux commandes du Royaume-Uni depuis 1997, étaient et sont encore les idoles des patrons français et, en

conséquence, de la droite libérale dont Nicolas Sarkozy est devenu peu à peu le héraut.

La CGT a déjà dénoncé très précisément cette dérive idéologique particulièrement dangereuse, « où se côtoient les valeurs les plus pures du libéralisme et l'ancien mythe du héros dans lequel se complaît la pensée totalitaire »<sup>1</sup>. Cet avertissement lucide, trop peu partagé jusqu'aujourd'hui, prend, désormais, une nouvelle dimension. Comment ne pas voir dans la pratique politique du nouveau président de la République, et dans sa complicité ostentatoire avec le MEDEF, une menace ultime de substituer la loi de la jungle à l'Etat de droit ? Voici un risque que nous ne sommes pas prêts à prendre !

**Antoine Peillon / IMPAC n° 139, octobre 2007**

### **Paroles de Sarkozy Il y a comme un écho...**

Ce jeudi 30 août 2007, sur le campus d'HEC, à Jouy-en-Josas, Nicolas Sarkozy est venu en personne faire une véritable déclaration d'amour au MEDEF réuni en université d'été. C'était la première fois qu'un président de la République assistait à pareil événement. Et l'occasion ne fut donc pas perdue d'affirmer publiquement son adhésion sans nuance aux « revendications » du patronat français. Citations commentées du soupirant :

**« Je veux aller beaucoup plus loin dans l'assouplissement des 35 heures pour redonner des marges de manœuvre plus importantes à la politique salariale. »** Sans même attendre la mise en œuvre de la loi qui introduit de nouvelles règles de financement des heures supplémentaires défiscalisées, Sarkozy annonçait ainsi une deuxième phase de liquidation des 35 heures.

**« Je suis favorable à ce que soit ouverte la possibilité d'une séparation à l'amiable dans les entreprises. »** Sarkozy reprenait ici la rhétorique conjugale de Laurence Parisot, présidente du MEDEF, pour qualifier son projet de conditions d'un licenciement à l'amiable « par consentement mutuel ».

**« Si l'on taxe trop le travail, il se délocalise. Si l'on taxe trop le capital, il se délocalise. »** Visiblement convaincu, comme le MEDEF, que les prélèvements obligatoires sont dissuasifs dans une France ouverte à la mondialisation, Sarkozy a décidé de remettre à plat l'ensemble de la fiscalité et des charges sociales. Le gouvernement a d'ores et déjà fait voter, cet été, une baisse historique de la fiscalité avec le bouclier fiscal à 50%, l'allègement de l'ISF et celui des droits de donation et de succession...

---

<sup>1</sup> Pierre Roger, *Le MEDEF ou la recherche d'une nouvelle hégémonie libérale*, Centre confédéral d'études économiques et sociales, novembre 2002. A lire ou relire !